

Boden gegen Bodenspekulation

"Hätten die Gemeinden in den letzten Jahrzehnten nicht soviel neu erschlossenes Bauland veräußert, wären sie heute viel reicher!" Diese düstere Bilanz eines halben Jahrhunderts misslungener CSV-Baupolitik zog kein geringerer als Wohnungsbauminister Boden persönlich, bei der Vorstellung seines "pacte logement". Eine Vorstellung auf Raten, denn noch immer gibt es keinen offiziellen Text, der die nicht unkomplizierte Materie im Detail darstellt. Dafür präzisierte Boden einige der von ihm favorisierten Instrumente. So soll vor allem der "bail emphytéotique" gefördert werden. Bauland wird demnach nicht mehr unbedingt meistbietend "eingekauft", sondern gemietet - für bis zu 99 Jahre. Davon verspricht sich Boden eine Senkung der Kosten beim Wohnungsbau. Ob dieses veräußerbare Mietrecht nicht seinerseits zu erneuten Spekulationen führt, konnte Boden nicht endgültig ausschließen. Um mehr Bauland auf den Markt zu bringen, soll das Brachliegenlassen von Grundstücken ab 2009 taxiert werden. Gleiches gilt dann auch für leer stehenden Wohnraum. Ob eine jährliche Taxe vom maximal 600 Euro Spekulantem beeindruckt wird, ist zu bezweifeln. Der jährliche Wertzuwachs einer Wohnung dürfte ein Vielfaches dieses Maximalbetrags ausmachen.

Eaux troubles

La politique d'information sur la qualité de l'eau manque de transparence. C'est ce que révèle une question parlementaire du Vert Camille Gira sur l'obligation des communes de publier les résultats des analyses effectuées sur l'eau potable. Le ministre de l'Intérieur Jean-Marie Halsdorf confirme qu'un règlement grand-ducal de 2002 octroie aux communes le devoir d'informer au moins une fois par an la population sur la qualité de l'eau fournie. Le ministre confirme que "certaines communes respectent encore de façon insuffisante les fréquences et l'étendue des paramètres à analyser". Une autre remarque de Halsdorf laisse entrevoir que l'application du règlement grand-ducal est très insuffisante: le label "Drèpsi" a récompensé les communes ayant établi le dossier technique prévu par le règlement - c'est-à-dire rien de plus que leurs obligations légales. Le ministre estime par ailleurs que c'est aux communes, et non à l'administration de gestion de l'eau d'informer la population. La législation prévoit également que les communes et l'administration doivent fournir ces informations à toute personne qui en fait la demande.

Esch au pays des merveilles

Commençons par Pinocchio: que le nez de Lydia Mutsch ne se soit pas rallongé au cours de son intervention au journal télévisé de RTL, tient du miracle. En tout cas, son affirmation selon laquelle l'initiative contre le projet Heller (ICPH) l'accuserait de vouloir imposer ledit projet de manière illégale est fautive. Tout le monde peut lire dans la communication de l'ICPH que celle-ci est d'avis que le projet "ne correspond pas aux démarches démocratiques d'un concours public". Il n'y est question d'illégalités. Ce que voit l'ICPH, c'est un déficit démocratique. En comparaison par exemple, le projet du réaménagement d'Esch-Belval: là, tous les projets, aussi petits soient-ils, ont été soumis à des concours. Autre affirmation de Lydia Mutsch à prendre avec précaution: le projet serait connu depuis au moins un an et demi. Si Heller a bien été engagé officiellement début 2006, ce n'était pourtant pas pour réaménager la place de la Résistance, mais pour y organiser un event qui devait clôturer l'année du centenaire. Cet événement n'ayant jamais eu lieu pour des raisons qui restent obscures, il a été décidé unilatéralement par les pouvoirs communaux de confier à André Heller le réaménagement de la "Brillplaz". Et puis après Pinocchio, Cendrillon: l'opposition communale d'Esch s'est enfin réveillée jeudi matin en organisant une conférence de presse à laquelle étaient présents aussi des membres de l'ICPH. Les politiques y ont salué l'initiative et ont rallié les listes de pétition lancées par cette dernière.

Denis Sieffert, directeur de la publication de Politis, s'exprime sur la candidature unitaire de la gauche de la gauche. En effet, José Bové vient de se lancer définitivement dans la course. L'occasion de remettre en route une dynamique en panne de démarrage?

(photo: Politis)



GAUCHE ANTILIBERALE FRANÇAISE

"Tout peut encore bouger"

woux: *Depuis hier, José Bové est officiellement candidat aux élections présidentielles en France. Cette nouvelle donne va-t-elle avoir des conséquences sur les autres candidatures à la gauche de la gauche?*

Denis Sieffert: Il faut le souligner. J'imagine qu'un certain nombre de discussions se mènent avec Marie-George Buffet et Olivier Besancenot pour éviter un éparpillement des candidatures. Néanmoins, le doute persiste, car le Parti communiste français (PCF) et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) ont un peu court-circuité le processus en imposant leur candidat. Malgré cela, beaucoup de militants du PCF et même d'assez hauts responsables du parti vont soutenir la candidature de Bové.

Il se peut aussi que Besancenot ne parvienne pas à récolter les 500 signatures de maires nécessaires pour se présenter.

Il semble en effet qu'il éprouve de grosses difficultés de récolter les signatures, car les maires socialistes qui accordaient traditionnellement leur signature à la LCR semblent avoir reçu des consignes très strictes cette fois-ci de ne pas le faire. S'il ne pouvait pas se présenter, cela changerait en effet la donne.

S'il ne devait pas y avoir de candidature unique, considérez-vous qu'on puisse parler d'un échec historique de la gauche de la gauche?

Non, je pense plutôt que nous faisons face à une crise de représentation de la gauche de la gauche. Mais le besoin d'unité existe et il réapparaîtra constamment. Plus le Parti socialiste (PS) effectue un glissement libéral, ce qui est dans l'ordre des choses, plus le besoin d'émergence d'une force structurante la gauche antilibérale et écologiste s'impose. L'absence de candidat unitaire constitue plutôt un ratage préjudiciable parce que l'élection présidentielle est un moment qui structure la vie politique française. Mais je pense que ce besoin réapparaîtra lors des législatives. La

force qui a émergé ne va pas disparaître du jour au lendemain.

Des résultats médiocres pour Besancenot et Buffet peuvent-ils provoquer de nouveaux remous et favoriser une recomposition de la gauche antilibérale?

Oui, même s'il est très compliqué de changer le paysage politique français. Le modèle politique italien était aussi considéré comme immuable, pourtant l'opération "mains propres" a bouleversé du jour au lendemain l'échiquier politique. La création d'une nouvelle formation, la fusion d'anciennes, etc ... tout cela n'ira pas sans crises et remous. Il faut s'attendre à des éclats de voix, à des claquemets de porte. Je ne pense pas que cela puisse se faire autrement.

Le fait que cette tentative de rassemblement se fasse dans un contexte électoral constitue-t-il plutôt un avantage ou une complication supplémentaire?

D'un point de vue intellectuel, on pense toujours qu'une telle opération devrait se faire à froid. En pratique néanmoins, ce genre de refondation se passe toujours dans des conditions vivantes, quand il y a urgence. C'est dans ces situations-là que les choses avancent. Même si la situation n'est actuellement pas satisfaisante, la question ne s'est jamais posée avec autant d'acuité. Il y a

eu un véritable progrès dans la prise de conscience des gens.

On a également l'impression que les courants de la gauche du PS se sont complètement effondrés.

Oui, car ils ont été battus deux fois dans cette affaire. La première fois lorsque Ségolène Royal a remporté la compétition interne. Ensuite, ceux qui ont voulu rallier une candidature unitaire, comme Jean-Luc Mélenchon, ont à nouveau été défaits lorsque le projet a échoué. Les deux portes se sont refermées et ils n'ont pas d'autre issue que de rentrer provisoirement dans le rang. Mais tout pourrait changer si Besancenot ne récoltait pas ses signatures et si Buffet se désistait.

Ségolène Royal dispose-t-elle d'une véritable assise dans les milieux populaires?

J'en doute. Mais nous sommes encore en pleine inconnue, parce que cette campagne est très étrange, très déstabilisante. Prenons la doctrine de la démocratie participative: Politis a toujours défendu ce principe, mais chez Royal, on se demande si ce n'est pas qu'un truc de communication. Elle dit qu'elle est à l'écoute des gens, mais cela ne peut pas l'exempter de dire ce qu'elle pense, ce qu'elle veut et qui elle est. Le 11 février, elle va nous livrer le produit de ses réflexions. Je ne sais pas ce qu'elle va nous sortir, mais il

faudra qu'elle soit à la hauteur de l'attente qu'elle a elle-même suscitée.

Sa candidature a-t-elle été gonflée par le médias?

Evidemment. Et elle risque d'être démolie par ces mêmes médias. Après tout, elle est une production médiatique qui s'est imposée de l'extérieur au parti et les médias se mettent doucement à miner sa candidature. Cela commence à prendre une mauvaise tournure pour elle, car ce sont les médias qui semblent donner le tempo, ce qui est assez grave en démocratie.

José Bové est également critiqué, notamment du côté de la LCR. On lui reproche un manque de clarté sur ses intentions après les élections, voire aussi d'être assez limité dans ses prises de position. Lors des manifestations anti-CPE par exemple, il n'a pas été très présent.

On pourrait renverser la charge de l'accusation. C'est vrai qu'il est très présent sur des dossiers internationaux ou sur des questions coloniales. Il a par exemple été très présent en Nouvelle-Calédonie. L'originalité de sa voix, c'est peut-être de se faire entendre sur des dossiers où l'on n'entend plus grand monde. Cela ne veut pas dire qu'il n'en pense pas moins et qu'il aurait été pour le CPE. Il a été très clair là-dessus. Mais bon, il n'était pas en première ligne, peut-être aussi parce qu'il n'avait pas plus à dire à ce sujet que les syndicats étudiants et les jeunes eux-mêmes.

Lors de sa première déclaration d'intention de se porter candidat, il y a quelques mois déjà, Bové affichait l'ambition d'atteindre le second tour des élections présidentielles. Un candidat antilibéral au second tour: est-ce un scénario envisageable?

Dans l'optique qui était celle du départ du processus, c'est-à-dire un élan et un vrai candidat unitaire soutenu par la LCR, le PCF, les Alternatifs et une partie des Verts, on pouvait envisager un résultat à deux chiffres. Dans une présidentielle française, quand on commence à franchir le seuil des dix pour cent, tout devient possible. Par contre, dans la géographie politique qui nous est actuellement proposée, cela me semble très difficile à envisager. Mais tout peut encore bouger. On est pas encore au bout du chemin.

Entretien: David Wagner

En quelques mots

A 56 ans, **Denis Sieffert** a un parcours journalistique déjà bien rempli. Après avoir débuté sa carrière au Parisien Libéré et au Télégramme de Brest, il a été, à la fin des années 80, rédacteur en chef adjoint de l'Agence centrale de presse. Enseignant depuis 2005 à l'Institut de sciences politiques de Paris, il est depuis 1997 directeur de la publication de l'hebdomadaire Politis (www.politis.fr). Ce journal indépendant de tout groupe industriel porte depuis 1988 un regard alternatif sur la politique, la culture et la société en général et suit de près le processus de désignation d'une candidature unitaire de gauche aux élections présidentielles. La rédaction ne cache pas ses sympathies pour le candidat José Bové. Denis Sieffert sera ce jeudi 8 février à 20 heures à l'Abbaye Neumünster où il confèrera au sujet de la crise de la presse.